

tannique; l'hon. Fernand Choquette, juge de la Cour supérieure de la province de Québec; l'hon. James D. Hyndman, juge retraité de la Division d'appel de la Cour suprême d'Alberta; et M. James Francis, C.R., premier avocat-conseil, ministère de la Justice, Ottawa, en vue d'enquêter sur les réclamations de guerre faites par les Canadiens à l'égard de la seconde guerre mondiale, réclamations qui leur seront soumises par le commissaire en chef des réclamations de guerre. 17 juill., les personnes suivantes doivent constituer une commission en vue de tenir des enquêtes en vertu de l'article 19 de la loi sur la citoyenneté canadienne: Son Honneur Wilfred Slater Lane, juge de Cour de comté et juge suppléant pour le comté de Prince-Édouard, dans la province d'Ontario; l'hon. Paul Sainte-Marie, juge de la Cour supérieure de la province de Québec, de la ville de Hull (P.Q.); MM. Lee A. Kelley, C.R., Robert Alexander Hoey, et Clarence C. Baker, C.R., Ottawa (Ont.); et M. Jacques Bertrand, C.R. Hull (P.Q.). Ladite commission doit être présidée par Son Honneur le juge Wilfred Slater Lane, et, en son absence, par l'hon. Paul Sainte-Marie. 9 sept., les fonctionnaires nommés ci-après du ministère de la Justice, commissaires pour recevoir les serments et les affidavits, déclarations et affirmations: M. Paul Fontaine, C.R., sous-ministre adjoint; M. Elmer A. Driedger, C.R., avocat parlementaire; MM. Allan J. MacLeod et Jean Desrochers, premier avocat-conseil; MM. Keith E. Eaton, Luc A. Couture, H. Peterson, John T. Gray, S. Samuels, Mlle M. E. Ritchie, MM. G. V. LaForest, P. M. Ollivier et P. G. Carrier, avocat-conseil. 10 nov., les personnes suivantes sont nommées receveurs d'épaves pour les districts suivants: Henry Genge pour le district de Sainte-Barbe à West-Point (T.-N.), Wilbert Farwell, pour le district de Port-Saunders à Sainte-Barbe (T.-N.), Fred Guinchard, pour le district de Port-Saunders à Parsons-Pond (T.-N.), Augustus Olford, pour le district de Salvage à Cottels-Island (T.-N.).

PARTIE IV.—LÉGISLATION FÉDÉRALE, 1952-1953

Le classement ci-dessous a été fait d'après les Statuts. En résumant pareille matière, il n'est pas toujours facile d'indiquer toute la portée de la loi. Le lecteur intéressé à une loi quelconque est donc renvoyé aux Statuts du Canada au volume et chapitre indiqués.

Législation de la septième session du vingt et unième Parlement, du 20 novembre 1952 au 14 mai 1953

Sujet, chapitre et date de la sanction	Synopsis
1-2 Elizabeth II Agriculture— 26 14 mai	<i>Loi modifiant la loi sur la Commission canadienne du blé, 1935, prolonge jusqu'au 1^{er} août 1957 certains articles essentiels de la loi qui, autrement, expireraient à la fin de la campagne agricole courante.</i>
36 14 mai	<i>Loi modifiant la loi de 1944 sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, pourvoit à l'expiration le 31 mars 1953 au lieu du 28 février 1954 de la période de trois ans à l'égard des prêts garantis par le gouvernement en vertu de la loi, et pourvoit à une nouvelle période de trois ans commençant le 1^{er} avril 1953. Le montant maximum des prêts bancaires effectuées au cours de la nouvelle période et garantis en vertu de la loi sera de 300 millions de dollars.</i>
46 14 mai	<i>Loi modifiant la loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, ajoute certaines terres de la Couronne désignées dans le Manitoba et la Saskatchewan à celles qui ont droit à l'assistance accordée en vertu de la loi.</i>
Commerce— 3 11 fév.	<i>Loi modifiant la loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, 1933, limite l'application de la loi aux compagnies qui ont en circulation une émission d'obligations ou autres titres de créance émis aux termes d'un acte de fiducie fonctionnant en faveur d'un fiduciaire.</i>